



Montreuil, le 26 Juin 2008

Monsieur Guillaume PEPY
Président de la SNCF
34, rue du Commandant Mouchotte
75699 PARIS Cedex 14

Monsieur Le Président,

Certains faits, intervenus dans la dernière période, nous obligent une fois encore à réagir et à vous interpeller.

Lors de la Convention Encadrement des 18 et 19 juin, une grande tribune a été offerte à Mr Bon, présenté comme l'homme ayant transformé une grande entreprise : France Télécom. Dans un monologue de 45mn, sans aucun droit de réponse ni d'échange, Mr Bon a fustigé les salariés à statut et les organisations syndicales. La CGT était directement visée dans ces propos au regard de l'opposition forte de notre organisation syndicale contre la politique économique et sociale portée par Mr Bon. Il est vrai que la situation actuelle à France Télécom démontre la légitimité de ce combat ce qui ne peut convenir à Mr Bon.

Lors de cette même convention, des propos tenus par Mr Nadal, Directeur de Fret SNCF, ont été tout aussi diffamants. Faire référence à la « Révolution des Cœilllets » et au « Printemps de Prague » pour décrire les perspectives de transformation de l'activité Fret, appeler « Panzers » les organisations syndicales qui s'y opposent, sont des propos qui ne sont pas dignes d'un haut responsable d'une entreprise publique qui prétend vouloir développer un dialogue social basé sur la confiance et le respect.

Lors de la plénière du CCE le 23 juin dernier, dans sa déclaration liminaire la CGT a évoqué certaines de ces attitudes insultantes pour les organisations syndicales et pour les salariés.

La Direction n'a pas daigné répondre à notre interpellation.

Au cours de cette séance, vous avez tenu à informer le CCE sur votre projet d'entreprise 2008-2012. Au travers de leurs déclarations respectives, les organisations syndicales vous ont fait part de leurs réflexions et positionnement.

En réaction, vous avez annoncé ne pas vouloir répondre à celle de la CGT l'accusant d'être systématiquement contre tout.

Cette posture inacceptable vis-à-vis de la Fédération CGT des cheminots est pour le moins inhabituelle pour un Président de la SNCF, a fortiori quand celui-ci se dit ouvert au dialogue social.

Au regard de la période récente, un tel comportement ne relève pas d'une maladresse mais bien d'une politique délibérée qui consiste à privilégier un certain type de syndicalisme, conforme à ce que vous recherchez pour accompagner votre projet.

Votre tentative d'isoler la CGT en la présentant comme une organisation syndicale archaïque est vouée à l'échec.

Cette stratégie, mûrement réfléchie, se fixe comme objectif de participer activement à la recomposition syndicale qui se prépare dans le cadre de l'arrivée de nouvelles règles de représentativité dès 2009. Vous entendez être acteur de la construction d'un éventuel pôle syndical réformiste à la SNCF.

Ainsi, les masques tombent !

Cette situation n'honore pas les instigateurs de cette politique, ni ceux qui la portent en terme de démocratie sociale, d'indépendance. D'autres directions d'entreprises ont, avant vous, déjà largement mordu le trait.

La CGT, avec plus de 43% des voix aux dernières élections DP, représente près d'un cheminot sur deux, tous collèges confondus.

A vouloir ignorer la première organisation syndicale dans une entreprise publique, vous faites le choix de marginaliser près de la moitié des cheminots.

La CGT ne s'est jamais contentée de critiquer un projet. Elle est toujours porteuse de propositions alternatives et elle s'applique à toujours argumenter ses positions concernant l'environnement économique et social.

Devons-nous, par exemple, vous rappeler que notre organisation syndicale est la seule ayant apporté des réflexions et propositions relatives au « Livre Blanc » sur le Fret? C'est dans une même logique que la CGT a largement contribué à alimenter le débat et à construire des propositions partagées par d'autres syndicats, par des ONG et des associations d'utilisateurs lors du « Grenelle de l'Environnement ». Le travail mené par la CGT au sein des commissions économiques du CCE et des CER est toujours porteur d'analyses et de propositions concrètes et réalistes sur les volets économique et social.

Que celles-ci ne vous conviennent pas ou s'opposent aux vôtres est un autre débat. La CGT n'est pas là pour faire plaisir au Président de la SNCF, mais pour jouer son rôle de défenseur des intérêts collectifs des salariés.

Nous sommes dans l'obligation de considérer que votre attitude lors du dernier CCE est un nouveau dysfonctionnement grave et inquiétant pour le respect de la démocratie sociale.

La Fédération CGT des Cheminots condamne ces méthodes d'un autre temps et ne laissera pas s'installer un tel état d'esprit partisan comme vous le faites aujourd'hui, pour récompenser les organisations syndicales qui ont fait le choix d'accompagner les politiques socio-économiques de la Direction de la SNCF et du gouvernement, même si ces transgressions vous arrangent dans la conduite de vos projets.

Monsieur Le Président, certes les premiers dirigeants de l'Etat tentent de mettre au goût du jour une forme de libéralisme débridé et décomplexé qui les conduit, dans une espèce de frénésie du pouvoir, à s'asseoir sur les règles et les lois. Cela ne doit pas vous inciter à les prendre en exemple. Monsieur Le Président, transgresser volontairement les règles qui permettent de maintenir la qualité des relations sociales pourrait conduire à des situations qui ne sont souhaitables ni pour la SNCF et ni pour les cheminots.

La politique libérale menée par le gouvernement se traduit par des attaques lourdes de conséquences contre le service public ferroviaire, contre la SNCF entreprise publique, contre le statut des cheminots et des conditions sociales qui y sont attachées. La Fédération CGT des Cheminots, dans ce contexte, poursuit plus que jamais et sans relâche son rôle social dans sa conception d'un syndicalisme de contestation, de propositions, d'action et de négociations.

Dans l'attente de vous lire, nous vous prions d'agréer, Monsieur Le Président, l'expression de nos respectueuses salutations.



Didier LE RESTE
Secrétaire Général